



Les plans sociaux, les délocalisations, les fermetures d'usines s'enchaînent en laissant sur le carreau des milliers de salariés. Baisse de salaires des ouvriers de 25% chez Montupet dans le Poitou, délocalisation de l'usine Fralib alors que la multinationale Unilever qui la détient a fait 4,6 milliards d'euros de profit en 2011. A Berre-l'Etang, c'est la fermeture de la raffinerie d'un groupe texan, la liste est encore longue. Face à cela, des salariés résistent, se mettent en grève, bloquent leurs lieux de travail pour faire valoir leurs droits mais aussi pour dénoncer un système qui écrase et se soucie guère des employés, de leur carrière, de leur âge.

On se souvient des grandes luttes comme les Moulinex, les Molex... Tous ces salariés qui n'ont pas voulu se résigner à voir leurs usines fermer, tous ceux qui n'ont pas voulu entendre le discours dominant qui justifie ces krachs industriels par des « plans de compétitivité ». Ces luttes donnent l'exemple et doivent être encouragées, poursuivies. Aujourd'hui, 69% des salariés soutiennent les mobilisations de cette rentrée. **Alors, le 11 octobre, à l'appel des organisations syndicales, c'est dans la rue que nous défendrons nos droits.**

Les choix économiques que le gouvernement nous impose sont au service des profits et ont pour conséquence la casse de l'industrie, un acharnement sur les services publics, l'austérité et la récession.

Nous avons besoin aujourd'hui de mettre en œuvre d'autres choix, une autre politique. Des choix qui prennent en compte la réponse aux besoins sociaux qui privilégie l'emploi et les salaires et non les marchés financiers et la spéculation boursière.

Salaires :

un constat accablant mais des solutions

Dans la fonction publique, les salaires sont gelés depuis maintenant deux ans. Dans le privé les salaires sont bloqués et le SMIC n'augmente pas.

Augmenter les salaires, c'est possible !

Ce que nous voulons, c'est rétablir le droit au travail, à l'emploi et au repos dans une nouvelle répartition des richesses. Pour cela, des mesures sont indispensables comme le **Smic à 1700 € brut par mois pour 35 heures** ou encore le droit à **la retraite à 60 ans** et à taux plein (c'est à dire 75% du salaire de référence).

Il faut fixer un salaire maximum et faire en sorte que l'écart entre le plus bas et le plus haut salaire ne puisse pas dépasser 1 à 20. Ainsi, les patrons qui voudront gagner plus ne le pourront qu'en augmentant les salaires de ceux qui gagnent le moins.

L'emploi pour tous est un droit

Pôle emploi a indemnisé 2,7 millions de personnes en août, un chiffre qui n'alerte apparemment pas notre chef de l'État. Le gouvernement privilégie les mesures d'austérité, travaille son discours moralisateur et culpabilisant sur la dette publique alors qu'il devrait s'atteler à réduire le taux de chômage, à favoriser une politique industrielle, à se préoccuper de l'économie réelle.

Face à cette inertie gouvernementale, le Front de gauche propose des mesures favorisant l'emploi, la qualification et le service public qu'il faut défendre et améliorer. Nous proposons par exemple, de sécuriser les parcours de chacune et de chacun dans l'emploi et la formation avec une continuité de revenu tout au long de la vie.

Le Front de gauche, c'est l'Humain d'abord !

AVEC LE FRONT DE GAUCHE
ENFLAMMONS LE DÉBAT

MANIFESTATION

Le 11 octobre 2011

10 H 30

Place st Pierre

Caen

